



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face à la crise : imposer le maintien des emplois et des salaires !



Des licenciements sont annoncés tous les jours, 287 licenciements avec la fermeture de 47 magasins du groupe FNG (Brantano, CKS, Miss Etam), 250 à l'usine de production de papier autocollant Avery Dennison à Soignies, 1 500 chez le bagagiste Swissport, des centaines chez Brussels Airlines... Ces licenciements viennent s'ajouter à la longue liste de ceux d'avant l'épidémie, dans les banques, chez Proximus, dans l'automobile etc... Et il y a tous ceux dont la presse ne parle pas dans les petites entreprises. Rien qu'en juin, 670 faillites ont entraîné 2 668 pertes d'emploi. Et pour l'année prochaine, un des plus importants cabinet d'assurance-crédit prévoit une augmentation de 26% des faillites.

Le nombre de chômeurs augmente sans cesse. En un an, le chômage a augmenté de 8 % en Wallonie et de 12 % en Flandre et ce sont

les jeunes qui sont les plus touchés. Et encore, ces statistiques ne comptabilisent que les chômeurs complets, pas ceux qui n'ont pas pu travailler assez pour y avoir droit.

Et c'est sans compter tous les travailleurs qui sont dans l'incertitude de savoir s'ils vont retrouver leur emploi dans l'Horeca, dans l'hôtellerie, dans le bâtiment... après la période de chômage Covid qui se poursuit encore pour beaucoup. Sans compter non plus tous les intérimaires qui n'ont pas été repris.

Pour sauver leurs profits dans la crise, les patrons mènent une guerre sans merci aux travailleurs, en aggravant les conditions de travail, en précarisant les contrats de travail, en baissant les salaires, en licenciant. Même à la tête de fortunes colossales, même abreuvés par les aides des Etats, ils imposent toujours de nouveaux sacrifices aux travailleurs !

Pourtant, rien ne justifie que des millions de femmes et d'hommes se retrouvent aujourd'hui au chômage, sans pouvoir vivre correctement, alors que les fortunes s'accumulent dans les mains de quelques très riches !

Rien ne justifie que la charge de travail et les cadences augmentent pour ceux qui ont un travail alors que des millions de travailleurs sont sans emploi !

Rien ne justifie que l'incertitude et la peur du lendemain augmentent pour le plus grand nombre alors que les moyens existent pour assurer les besoins de l'ensemble de la société !

Les licenciements, le chômage et la misère ne découlent pas d'une fatalité économique, mais des choix qui sont faits pour assurer les profits d'une minorité de capitalistes. Pour garantir leurs profits ils sont prêts à mener toute la société à la ruine.

La crise du Covid en a montré bien des exemples : dans les mains des patrons, les moyens de protection comme les masques sont des objets d'enrichissement et de spéculation. Alors qu'il serait aisé et nécessaire d'en produire en nombre et en qualité suffisante, la crise sanitaire a été l'occasion pour les patrons de décupler le prix des masques et d'en faire avec des maléfactions.

Six mois après le début de la pandémie, les moyens de protection ne sont toujours pas garantis et les mesures nécessaires pour se prémunir du virus ne sont pas mises en œuvre, car il n'est pas question, ni pour les capitalistes, ni pour les gouvernements à leur service, de répondre aux besoins de la société, il n'est question que de garantir leurs profits.

Dans les mains des capitalistes, l'économie n'est qu'un moyen de s'enrichir toujours plus. Et les plans de relance annoncés par les Etats ne feront que venir grossir leurs fortunes et augmenter les moyens de spéculer, sans assurer aux travailleurs un emploi qui permette de vivre dignement. Au contraire, ces plans ne feront que nourrir encore

plus la crise et la note sera présentée aux travailleurs. Les travailleurs doivent se préparer à se battre pour préserver leur emploi et préserver leurs conditions d'existence.

Face à l'effondrement de l'activité, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire ! Les profits présents et passés doivent servir à garantir les emplois et les salaires. Et pour s'assurer que les salaires soient maintenus, il faudra imposer leur indexation sur l'augmentation réelle des prix !

Pour résorber le chômage, il faut créer massivement des emplois. L'épidémie de Covid-19 a mis en évidence le manque de personnel dans les hôpitaux. Les besoins sont tout aussi flagrants pour soigner les personnes dépendantes, pour l'éducation, pour les transports.

Ces milliers d'emplois ne sont pas créés car la bourgeoisie s'oppose à toutes les dépenses publiques qui ne lui procurent pas de profit. Mais les hôpitaux ou les maisons de repos n'ont pas à être rentables financièrement. Ils ont à assurer tous les soins dont chacun a besoin.

Alors, il faut se battre pour créer ces emplois. Ces emplois n'ont pas à générer de profits privés, leur utilité publique suffit à les justifier. À la logique de rentabilité et de performance de la bourgeoisie, les travailleurs ont à opposer la leur : des emplois, des augmentations de salaire et un contrôle ouvrier sur les agissements du grand patronat qui nous mène de crise en crise !



Le droit à l'avortement est toujours à défendre

Il a fallu attendre 1991 pour que l'avortement soit partiellement dépenalisé en Belgique. Avant cela, l'interruption volontaire d'une grossesse non désirée était punie d'emprisonnement pour celles qui avortaient et ceux qui les y aidaient. Mais en réalité sous la pression du mouvement féministe, les mesures de répression n'étaient en général plus appliquées depuis 1975. Année où les luttes des femmes avaient permis en France d'obtenir la loi Veil. Et depuis le début des années 70 des associations féministes organisaient des cars pour aller avorter aux Pays-Bas, diffusaient de l'information sur la contraception – ce qui était aussi interdit- et organisaient des structures extra hospitalières pratiquant les avortements.

La loi a été élargie en 2018, les femmes n'ont plus eu à prouver un état de détresse et un délit d'entrave à l'IVG a été inscrit dans la loi. Ces lois ont constitué un progrès pour les femmes faisant sortir l'avortement de la clandestinité. Elles ont mis fin à une situation où seules les riches pouvaient se payer une interruption de grossesse dans des conditions sanitaires correctes, la majorité des femmes le faisant au péril de leur santé et parfois de leur vie.

Dans le monde, en particulier dans les pays où l'avortement n'est pas autorisé et où les femmes n'ont pas accès à des centres médicaux, 20 millions d'avortement ont lieu chaque année dans des conditions dangereuses. Plusieurs millions de femmes en subissent les conséquences avec des complications et des dizaines de milliers en meurent.

Depuis juillet 2019, un nouveau projet de loi inspiré par les associations de terrain vise à permettre un meilleur accès à l'IVG en Belgique. Parmi les nouvelles dispositions, le délai pour pratiquer un avortement serait porté de 12 à 18 semaines. Cela éviterait chaque année à 500 à 800 femmes de devoir se rendre aux Pays-Bas parce qu'elles sont hors délai. Le temps de réflexion obligatoire serait ramené de 6 à 2 jours. Les médecins refusant la pratique de l'avortement seraient obligés dès la première consultation de rediriger la patiente vers un médecin pratiquant l'interruption de grossesse.

Cette loi qui permettrait de réduire le nombre de femmes obligées de mener à terme une grossesse non désirée a été bloquée par une minorité de députés, issus du CD&V, de la NVA et du Vlaams Belang, avec le soutien du CDH. Ils ont fait barrage pour la quatrième fois à l'adoption de ce projet de loi à coup d'amendements et en demandant, ce qui est du jamais vu, à quatre reprises l'avis du Conseil d'Etat. Ils en ont même fait une monnaie d'échange pour la formation du futur gouvernement !

Les opposants à cette loi invoquent le caractère excessif que constitue le délai de 18 semaines, la nécessité du délai de réflexion de six jours pour que les femmes ne subissent pas de pression ! ... et la prise en compte de l'avis du père. Ces arguments sont très divers et ne sont en fait que des prétextes avancés par ces partis pour se faire le relais des milieux les plus réactionnaires hostiles aux droits des femmes. Leur point de vue se ramène toujours à ceci que ce n'est pas aux femmes de décider de leur maternité mais bien

Lutte Ouvrière prend le relais de La Voix des Travailleurs parue jusqu'au n° 99 et des lettres Lutte Ouvrière parues pendant le confinement.

Abonnement : 13 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

à la famille, à la société et finalement aux hommes.

Le fait que dans la société actuelle la femme soit toujours seule devant les conséquences personnelles, sociales, professionnelles de la maternité, ce n'est pas leur problème. Au contraire même car ces politiciens participent aux nombreuses économies qui rendent la situation des femmes de plus en plus difficile, par manque de place en crèche, par la diminution de l'accès au chômage et en coupant dans les budgets de la santé ce qui rend de fait l'accès à l'IVG de plus en plus difficile.

Par leurs luttes, dans un certain nombre de pays, les femmes ont réussi à imposer des droits, comme celui de pouvoir exercer un métier, toucher un salaire et celui d'être maîtresse de leur corps. Les débats politiques récents ont montré une fois de plus, qu'en Belgique comme ailleurs, le droit des femmes à décider pour elles-mêmes peut toujours être remis en question. Seules les mobilisations des femmes pourront garantir leurs droits et leur mise en œuvre effective !

Covid-19 : vague après vague, le personnel soignant abandonné à lui-même

Une enquête d'Amnesty International, menée dans 79 pays, rapporte que le Covid 19 y a déjà causé la mort de 3 000 soignants. Dans 75% de ces pays, les organisations syndicales ont dénoncé le manque de moyens de protection, et dans la moitié d'entre eux, les travailleurs de la santé ont protesté par des grèves ou des actions collectives, parfois durement réprimées par la police.

En Belgique, selon Sciensano, l'agence fédérale de la Santé, 600 soignants auraient été hospitalisés depuis la mi-mars. Et les difficultés accrues vécues durant la première vague du virus amènent aujourd'hui

un de ces travailleurs sur cinq à envisager de quitter le métier. Tel est l'état du personnel soignant qui, à ce jour, est la protection ultime de la population contre la pandémie.

Le gouvernement Wilmès promet aujourd'hui un milliard d'aides pour le personnel soignant. Ces annonces sont destinées à calmer le mécontentement qui s'exprime. Qui peut croire que cela entraînera des embauches suffisantes pour alléger effectivement la charge de travail ou permettra d'augmenter les salaires de ces travailleurs, alors que les directions hospitalières annoncent que le Covid leur a causé un «manque à gagner de 5 à 7 milliards» ?

Car le problème est que les hôpitaux ont été poussés à fonctionner comme des entreprises capitalistes qui cherchent la rentabilité à travers les actes médicaux les plus rémunérateurs.

Et face à la pression des directions comme aux mesures d'économies des gouvernements, les travailleurs de la santé ne pourront compter que sur leur propre mobilisation.



Aux USA, la seconde vague

Alors que la première vague du Covid a mis le personnel soignant à rude épreuve, de nombreux Etats américains subissent à présent une seconde vague tout aussi dévastatrice pour les travailleurs de ce secteur.

En Californie, en Floride, au Texas, en Arizona, le nombre de malades nécessitant des soins urgents dépasse les capacités des hôpitaux.

En Californie du sud, les hôpitaux manquent tellement de médecins que les malades sont envoyés à Sacramento, à 1000 km au nord.

En Floride, le gouverneur républicain qui, en février, minimisait les risques de la pandémie, appelle à présent l'agence fédérale à envoyer d'urgence 1500 infirmières face à l'épuisement du personnel dans de nombreux hôpitaux.

Au Texas, le plus grand centre hospitalier de l'Etat, avec une capacité d'accueil de 10 millions de malades par an, est pourtant lui aussi dépassé. «C'est comme faire face à un crash de jumbo jet tous les jours» explique un responsable.

En plus de la pénurie de matériel, de tests, c'est surtout la pénurie de personnel médical qui inquiète tous les responsables du secteur hospitalier. Les effectifs de médecins, infirmières, ambulanciers, sont décimés par la maladie et le surmenage.

L'Amérique est pourtant un pays prospère, doté des meilleurs centres de recherches et des meilleures universités du monde. Mais les 6 000 milliards de dollars alloués par le gouvernement américain face à l'aggravation de la crise précipitée par le Covid, sont avant tout destinés à venir en aide aux spéculateurs et aux actionnaires multimilliardaires.

Budgets maintenus pour l'achat d'engins de morts

Début juillet, le conseil des ministres a décidé d'acquérir 243 mitrailleuses lourdes. Le montant du contrat n'a pas été communiqué mais il vient se rajouter aux 159 mitrailleuses lourdes achetées en avril à la FN Herstal. Pour quelle guerre ?

Par ailleurs on apprend aussi que le gouvernement veut acheter 29 torpilles légères aux Etats-Unis pour un montant d'environ 30 millions d'euros.

Ce sont ainsi des centaines de millions d'euros qui sont dilapidés pour l'achat d'engins de morts et qui manquent pour les hôpitaux et les services publics !



Patrons voleurs

En étant au chômage pour force majeure Covid, on cotisait pour le pécule de vacances, et les jours étaient pris en compte pour le calcul de nos jours de congés... enfin ça c'était la situation entre le 1^{er} février et le 30 juin.

Maintenant, le chômage pour force majeure ne compte plus pour le calcul des congés et de nombreux travailleurs vont ainsi perdre des jours de congé l'année prochaine ainsi qu'une partie du montant de leur pécule de vacances, et dans certains secteurs la prime de fin d'année sera aussi impactée.

Des patrons aussi riches qu'Audi continuent de profiter des caisses de chômage pour économiser sur les salaires. Ils nous font les poches de tous les côtés !

Il faudra leur faire rendre ce qu'ils nous ont volé depuis des générations.



Quand une patronne parlementaire rêve tout haut

Kathleen Verhelst, députée Open VLD et CEO d'une entreprise de construction de 450 employés, a des idées : elle veut interdire de faire grève les jours ouvrables. « *Celui qui veut faire grève ou manifester peut le faire samedi* ».

Ben oui, des travailleurs qui se plient à toutes les exigences patronales sans broncher, c'est ce que les patrons aimeraient bien. Mais manque de bol : quand ils rêvent, ça nous donne envie de faire grève lundi, mardi, mercredi... et même toute la semaine !

Brèves Audi Bruxelles

Pile, ils gagnent, face, nous perdons, pas d'accord !

Le groupe Volkswagen annonce une hausse de 35% des dividendes pour les actionnaires. Et ils viennent nous parler de sacrifices inévitables à cause de la crise ?

Quand les ventes étaient bonnes, les profits étaient pour les actionnaires, et maintenant qu'elles seront moins bonnes, les pertes seraient pour nous ?

Leur logique ou la nôtre ?

Les cadences sont repassées à 20 voitures à l'heure, presque plus qu'avant le confinement. Mais dans beaucoup d'endroits, le nombre de collègues est loin d'atteindre le même nombre qu'avant. Au contraire !

Moins de salaire pour plus de profits ? Voilà la logique de la direction.

Nos muscles et tendons nous dictent le contraire : travailler moins pour travailler tous !

Leurs comptes et les nôtres

La direction n'a pris aucun engagement quant au sort des intérimaires après le 31 août. Les loyers et les factures, on doit pourtant les payer aussi en septembre, puis en octobre... Mais clairement, ça n'entre pas en ligne de compte pour les actionnaires.

Payer le loyer et les factures, ce sont les calculs difficiles de nos fins de mois. Alors : intérimaires, CDD, CDI, travailleurs de la sous-traitance, nos salaires et nos emplois d'abord !

Les patrons font leurs profits avec la peau des travailleurs

Un travailleur intérimaire témoigne : « Les conditions de travail ça devient de pire en pire. Dans une de mes dernières missions, on m'a demandé de traverser une passerelle vétuste prête de s'écrouler. Dans une autre, c'est avec un disque complètement usé que j'étais censé découper le métal mais c'est quand même pas avec mes dents que je vais découper leurs pièces !

Les patrons semblent penser qu'il y aura toujours un intérimaire qui palliera les investissements qu'ils ne font pas pour faire des économies.

A Chimiderouil où l'on traite les métaux avec de l'acide, ce sont les équipements de protection qui manquent.

Contrairement à ce qu'on voit sur la page web de l'entreprise, quand je suis arrivé, les travailleurs n'avaient ni gants, ni masques adéquats pour manipuler la ferraille et se protéger contre l'acide. Plusieurs avaient des trous dans les t-shirts et des traces de brûlures sur les avant-bras et sur le visage pour un salaire de 12,50 euros de l'heure.

Et pour couronner le tout, une des boîtes d'intérim me convoque après ces missions pour une visite médicale... à passer par téléphone !

La seule chose que ces patrons méritent c'est notre colère ! »

Suivez-nous

sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0479-44.81.52

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !